

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 JUILLET 1926.

**Projet de loi modifiant et complétant la loi du 30 décembre 1924
relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré
des ouvriers mineurs.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'expérience acquise au cours d'une année et demie d'application de la loi du 30 décembre 1924, a fait apparaître la nécessité de modifier et de compléter quelques dispositions de cette loi.

Les améliorations dont celle-ci est susceptible, ne touchent d'ailleurs pas à sa structure; elles visent en ordre principal à combler certaines lacunes qui intéressent les catégories d'ouvriers invalides et d'ouvriers étrangers.

D'autre part, en égard aux difficultés du moment, la situation de certains pensionnés est des plus pénible et il a semblé qu'il y avait lieu de l'améliorer dans une certaine mesure.

Des modifications proposées, une seule — celle qui concerne les grands invalides qui ont consacré plus de trente années de leur vie au dur labeur des mines belges — aura pour conséquence un très léger accroissement (moins de 200,000 francs) de la charge à supporter par l'État. Les autres charges nouvelles qui résulteront de l'application des dispositions du présent projet, seront supportées par le Fonds National de retraite des ouvriers mineurs, sans nuire d'ailleurs, à la viabilité de cet organisme.

* * *

La première modification qu'il conviendrait d'apporter se rapporte à l'article 2 de la loi susdite.

Par application de cet article 2, les ouvriers mineurs d'origine étrangère ne peuvent, lorsqu'ils atteignent l'âge légal de la pension, même s'ils ont consacré plus de trente années de leur activité au service des exploitations houillères belges, bénéficier des avantages dus à l'intervention du Fonds National de retraite des ouvriers mineurs ni de ceux dus à l'intervention de l'État, que si leurs pays d'origine garantissent aux Belges des avantages équivalents.

Il y a lieu de remarquer que, jusqu'au 1^{er} janvier 1925, date de la mise en

vigueur de la nouvelle loi, ces ouvriers étrangers pouvaient, en application de la législation ancienne, prétendre à tous les avantages accordés aux Belges, hormis ceux dus à l'intervention de l'État et qui consistaient en primes annuelles d'encouragement en vue de la constitution de rentes à la Caisse générale de Retraite.

Il en résulte que, par suite de l'introduction dans la loi spéciale aux ouvriers mineurs d'une disposition de la loi générale des pensions, les ouvriers en question se trouvent actuellement dans une situation beaucoup moins favorable que celle qui leur était faite autrefois.

Il paraît équitable de rétablir le « statu quo ante » en faveur d'ouvriers qui, pour la plupart, se trouvent fixés dans notre pays depuis leur prime jeunesse, et qui, d'ailleurs, ont participé à l'alimentation du Fonds National de retraite des ouvriers mineurs dans la même mesure que les ouvriers belges.

La modification projetée aura pour effet de reconnaître aux ouvriers mineurs d'origine étrangère le bénéfice des avantages que le Fonds National est tenu d'accorder à tous ses affiliés belges qui réunissent les conditions d'âge et de durée de services exigées par la loi.

*
* *

Parmi les anciens ouvriers mineurs, il s'en trouve qui ont été forcés d'abandonner le travail des mines pour cause de maladie entraînant une incapacité absolue et permanente de travail avant l'âge fixé pour l'obtention de la pension de vieillesse. Certains de ces ouvriers sont actuellement titulaires d'une pension d'invalidité, calculée en raison de leur âge et au prorata de leurs années de services dans les mines, d'autres ne sont pas en possession de cette pension.

En vertu des dispositions légales en vigueur, ces anciens ouvriers mineurs ne peuvent obtenir la pension de vieillesse, même s'ils justifient de plus de trente années de présence à la mine, parce qu'au moment où ils atteignent l'âge de 55 ou de 60 ans, selon qu'ils ont été occupés au fond ou à la surface, ils n'ont plus la qualité d'ouvrier *occupé*.

Il s'ensuit que, ne pouvant être pensionnés comme vieux mineurs, ces ouvriers ne recevront pas à l'âge de la retraite, les avantages de l'État accorde non seulement aux mineurs, mais aussi à tous les titulaires d'une pension en vertu de la loi générale sur les pensions ou de la loi sur les pensions des employés.

D'un autre côté, il convient de remarquer que les lois antérieures reconnaissaient aux ouvriers invalides par suite de maladie et qui avaient passé plus de trente ans dans les mines, le droit à la pension de vieillesse lorsqu'ils atteignaient l'âge requis.

Le but de la disposition projetée est donc de faire obtenir la pension de vieillesse, avec les avantages dont jouissent les pensionnés ordinaires, à l'ouvrier qui, au moment où il atteint l'âge de 55 ou de 60 ans selon le cas, a été forcé d'abandonner le travail de la mine avant cet âge pour cause de maladie entraînant une incapacité absolue et permanente de travail, à la condition qu'il ait été occupé pendant trente ans dans la mine.

Cela implique évidemment que les ouvriers invalides déjà titulaires d'une pension à ce titre, pourront obtenir dans les conditions spécifiées ci-dessus, en remplacement de ces avantages, ceux attribués aux pensionnés pour vieillesse.

Telle est la raison du nouvel article 32^{bis}.

Il est nécessaire de mentionner que les bénéficiaires de la disposition ci-dessus recevront, au même titre que les autres pensionnés pour vieillesse, la majoration de rente à charge de l'État.

C'est ce qu'indiquera le paragraphe ajouté à l'article 33.

Ainsi qu'il est dit plus haut, les difficultés du moment mettent à l'ordre du jour la question de l'augmentation des ressources des ouvriers pensionnés et des veuves pensionnées.

Consulté à cet effet, le Conseil d'administration du Fonds National de retraite des ouvriers mineurs a admis la possibilité d'accorder à certaines catégories de pensionnés une augmentation de la majoration variable d'après l'index des prix de détail, dont le taux est fixé par diverses dispositions de la loi.

Il a estimé, toutefois, que cette augmentation devait être liée à la situation financière de l'organisme et qu'il conviendrait, en conséquence, de fixer périodiquement le taux de cette augmentation.

L'article 43^{bis} tient compte de ce desideratum.

Il prévoit que le taux de la majoration en question peut être modifié par le Conseil d'administration du Fonds National, suivant des modalités à fixer par un règlement approuvé par arrêté royal.

Le deuxième paragraphe de cet article 43^{bis} propose d'immuniser pour la totalité la majoration variable d'après l'index, en vue de l'attribution de la pension de vieillesse prévue par la loi générale du 20 août 1920, modifiée par la loi du 10 décembre 1924, ainsi que la majoration de rente et de l'allocation gratuite prévues par la dernière de ces lois.

C'est parce que la majoration variable d'après l'index a été introduite par une disposition votée « in extremis » que la loi du 30 décembre 1924 sur les pensions des ouvriers mineurs n'a pas réglé cette question de l'immunisation. Il s'agit donc, simplement, de réparer une omission.

Il y a, d'ailleurs, une raison capitale qui milite en faveur de cette immunisation totale.

En effet, la dite majoration est à la charge du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs; s'il n'y avait pas immunisation, chaque fois que le Fonds National accorde à ses pensionnés une tranche nouvelle, la pension que certains de ceux-ci touchent en vertu de la loi générale, serait réduite d'autant.

En d'autres termes, tout l'effort supplémentaire que le Fonds National accomplirait en faveur des vieux mineurs, dans le but de leur permettre de mieux supporter la dureté de l'existence, l'État, sous le prétexte que les ressources de ces vieux ont augmentés, ferait un bénéfice en retirant à ceux-ci une portion des allocations qu'il leur accorde, bénéfice qui croîtrait dans la même mesure que le coût de la vie.

Le but visé ne serait donc pas atteint et le résultat obtenu serait que les sacrifices faits par le Fonds National avantageraient, non les vieux, mais l'État.

D'où la nécessité d'immuniser pour la totalité la majoration en question.

. * .

La législation appliquée en matière de retraite des ouvriers mineurs et ouvriers assimilés, comporte déjà la loi du 30 décembre 1924 et la loi du 10 août 1925.

Lorsque les dispositions du présent projet seront adoptées, il y aura lieu de prévoir leur coordination avec les textes légaux en vigueur.

Tel est le but de la disposition finale du projet.

*Le Ministre de l'Industrie,
du Travail et de la Prévoyance Sociale,*

J. WAUTERS.

4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 JULI 1926.

Wetsontwerp houdende wijziging en aanvulling van de wet dd. 30 December 1924 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en voortijdigen dood der mijnwerkers.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Sedert de wet van 30 December 1924 in werking is getreden heeft de *ontdekking* doen blijken van de noodzakelijkheid eenige bepalingen er van te wijzigen en aan te vullen.

De verbeteringen, waarvoor ze vastbaar is, raken trouwens niet aan de eigenlijke samenstelling. Het gaat er hoofdzakelijk om zekere leemten aan te vullen, welke de categorieën van invalide werklieden en van vreemde werklieden betreffen.

Met het oog op de huidige moeilijkheden, is de toestand van zekere gepensioneerden ten andere uiterst pijnlijk en blijkt het noodig dien toestand in zekere mate te verbeteren.

Van de voorgestelde wijzigingen, zal een enkele — deze, die betrekking heeft op de invaliden, die het meest tot werken onbekwaam zijn en meer dan 30 jaar van hun leven aan den zwaren arbeid, in de Belgische mijnen hebben besteed — een lichte vermeerdering (minder dan 200.000 frank) ter gevolge hebben van de lasten, door het Rijk te dragen. De andere nieuwe lasten, welke uit de toepassing van de bepalingen van dit wetsontwerp mochten voortvloeien, zullen door het Nationaal Pensioenfonds der mijnwerkers worden gedragen, zonder daarom aan de leefbaarheid van dit organisme te schaden.

De eerste wijziging die zou dienen aangebracht, heeft betrekking op artikel 2 van bedoelde wet.

Bij toepassing van dit artikel 2 kunnen de werklieden, die tot een vreemd land behoren, als zij den wettelijken ouderdom, voor het bekomen van een pensioen hebben bereikt, zelfs als zij meer dan dertig jaren in dienst zijn geweest van Belgische koolmijnen, geen aanspraak maken op de voordeelen, door bemiddeling van het Nationaal Pensioenfonds der mijnwerkers te bekomen, zoo de landen, waaruit zij herkomstig zijn, aan de Belgen geen gelijkwaardige voordeelen verschaffen.

Er dient opgemerkt, dat tot op 1 Januari 1925, datum van het inwerking-

treden der nieuwe wet, deze werklieden, bij toepassing der vroegere wetgeving, aanspraak konden maken op de voordeelen aan de Belgen verleend, met uitsluiting echter van deze, door bemiddeling van het Rijk verleend en die, met het oog op een rentevorming, in de Algemeene Lijfrentekas, uit jaarlijksche aanmoedigingspremiën bestonden.

Hieruit volgt dat, door het inlassen van een bepaling van de algemeene wet op de pensioenen, in de bijzondere wet voor de mijnwerkers, bedoelde werklieden zich thans in een toestand bevinden, die voor hen minder gunstig is dan vroeger.

Het lijkt billijk het « statu quo ante », ten voordeele van deze werklieden te herstellen, waarvan de meesten, sedert hun prikste jeugd, in ons land zijn gevestigd en bovendien, aan de kapitaalvorming van het Nationaal Pensioenfonds der mijnwerkers, in dezelfde mate hebben meegeholpen, als de Belgische werklieden.

De voorgestelde wijziging zal voor uitwissel hebben, aan de mijnwerkers, herkomstig uit vreemde landen, het genot te verleenen van de voordeelen, dat het Nationaal Pensioenfonds gehouden is, te verstrekken aan al zijn Belgische aangeslotenen, die de voorwaarden van ouderdom en dienstjaren vervullen, zooals door de wet is vereischt.

Onder de gewezen mijnwerkers zijn er, die door ziekte, welke een algeheele en voortdurende werkombekwaamheid medebracht, verplicht zijn geweest, vóór dat zij den leeftijd tot het bekomen van het ouderdomspensioen hadden bereikt, verplicht zijn geweest het werk en de mijnen te verlaten. Verschillenden dezer werklieden genieten thans een invaliditeitspensioen, dat wordt berekend volgens hun leeftijd en naar verhouding van hun dienstjaren in de mijnen, anderen genieten dit pensioen niet.

Krachtens, de thans van kracht zijnde wettelijke bepalingen, kunnen deze werklieden het ouderdomspensioen niet bekomen, zelfs dan niet, als zij kunnen aantoonen meer dan dertig jaren in het mijnbedrijf te hebben gearbeid, daar zij, op 't oogenblik dat zij den ouderdom van 55 of 60 jaren hebben bereikt (naar gelang het ondergrondsch of bovengrondsch betreft) niet meer als in dienst zijnde mijnwerkers stonden geboekt.

Daaruit volgt dat, aangezien zij niet als gewezen mijnwerkers kunnen worden gepensionneerd, deze werklieden op den leeftijd, waarop zij dienen op pensioen gesteld, de voordeelen niet kunnen genieten welke het Rijk, krachtens de algemeene wet op de pensioenen of de wet op de pensioenen voor bedienden, niet enkel aan de mijnwerkers, maar ook aan al de rechthebbenden op een pensioen, toelaat.

Er dient overigens opgemerkt, dat de vroegere wetten, aan de werklieden, door ziekte, invalide geworden en die meer dan dertig jaren in de mijnen hadden gearbeid, het recht op het ouderdomspensioen verleenden, als zij een vereischten leeftijd hadden bereikt.

Het doel van de voorgestelde bepaling is dus, het ouderdomspensioen, met de voordeelen door de gewoon-gepensionneerden genoten, aan den werkman toe te kennen, op 't oogenblik, waarop hij den ouderdom van 55 of 60 jaar bereikt, volgens het geval, waarin hij verplicht is geweest den mijnarbeid uit hoofde van ziekte, die een algeheele en voortdurende werkongeschiktheid meebracht, te verlaten, op voorwaarde, dat hij gedurende dertig jaar in de mijn is werkzaam geweest.

Daaruit vloeit klaarblijkelijk voort, dat de invalide werklieden, die uit dien hoofde reeds een pensioen genieten, onder boven vermelde voorwaarden, ter vervanging van deze voordeelen, die kunnen verkrijgen, welke aan de wegens ouderdom gepensioneerden worden toegekend.

Dit is de reden waarom artikel 32^{bis} dient ingelascht.

Het is noodig te vermelden, dat de door boven aangehaalde bepalingen, begunstigten evenals de anderen, wegens ouderdom gepensioneerden, de rentevermeerdering, ten laste van het Rijk zullen ontvangen. Dit zal in de paragraaf bij artikel 33 gevoegd, worden aangeduid.

De toepassing van dezen nieuwen maatregel, zou voor het Rijk een bijkomende uitgave vergen, welke, gelet op het klein aantal rechthebbenden, 200,000 frank niet zou overtreffen.

Zooals boven werd gezegd, brengen de moeilijkheden van het oogenblik, het vraagstuk van de vermeerdering der bestaansmiddelen van de gepensioneerde weduwen, aan de orde van den dag.

Hierover geraadpleegd, heeft de Beheerraad van het Nationale Pensioenfonds der mijnwerkers de mogelijkheid aangenomen, aan zekere categoriën gepensioneerden, een vermeerdering toe te staan van de veranderlijke verhooging volgens het indexcijfer der kleinhandelsprijzen, waarvan het bedrag door verschillende bepalingen van de wet is vastgesteld.

De Beheerraad heeft evenwel gemeend, dat deze vermeerdering moest afhangen van den financieelen toestand van het organisme en dat het dus zou noodig zijn, het bedrag van deze vermeerdering, op bepaalde tijden vast te stellen.

Artikel 43^{bis} houdt rekening met dit desideratum. Het voorziet dat het bedrag van bedoelden toeslag door den Beheerraad van het Nationaal Pensioenfonds kan worden gewijzigd, volgens de modaliteiten, door een, bij Koninklijk besluit goedgekeurd reglement vast te stellen.

De tweede paragraaf van dit artikel 43^{bis} stelt voor, den toeslag, die volgens het indexcijfer verandert, niet in aanmerking te nemen, wat betreft het verleen van het ouderdomspensioen, voorzien bij de algemeene wet dd. 20 Augustus 1920, gewijzigd door de wet van 10 December 1924, alsook de rentetoeslagen en de kosteloze toelage door laatsbedoelde wet voorzien.

Doordien de veranderlijke toeslag volgens het indexcijfer werd ingelascht, door een bepaling « in extremis » aan en om, en heeft de wet op de pensioenen der mijnwerkers, dd. 30 December 1924 dit vraagstuk omtrent het aftrekken niet kunnen regelen.

Het geldt dus eenvoudig, een verzuim te herstellen. Er is trouwens een bijzondere reden die voor dit niet in aanmerkingnemen pleit.

Inderdaad, gezegde verhooging, is ten laste van het Nationaal Pensioenfonds der mijnwerkers; indien die sommen, telkens dat het Nationaal Fonds aan zijn gepensioneerden een nieuwe schijf verleende, in aanmerking werden genomen, zou het pensioen, dat sommigen onder hen krachtens de algemeene wet zouden genieten, met zooveel zijn verminderd.

Met andere woorden, al de aanvullende toelagen die het Nationaal Fonds ten voordeele der oude mijnwerkers verleend, ten einde die in staat te stellen gemakkelijker de levensduurte te dragen, zouden ten gevolge hebben, dat het Rijk, onder voorwendsel, dat de bestaansmiddelen van die bejaarde personen zijn vermeerderd, er zou bij winnen met hen een gedeelte der toelagen, die het hun verleent te ontnemen, voordeelen die zouden vermeerderen naar gelang van de levensduurte.

Het beoogde doel zou dus niet zijn bereikt en de einduitslag zou zijn dat de opofferingen van het Nationaal Fonds niet de bejaarden, maar wel aan het Rijk voordeel zouden opleveren.

Vandaar de noodzakelijkheid bedoelde toeslag in 't geheel niet in aanmerking te nemen.

*
* *

De wetgeving inzake pensioenfondsen der mijnwerkers en daarmee gelijkgestelde werklieden maakte reeds de wetten noodig van 30 December 1924 en van 10 Augustus 1925.

Wanneer de bepalingen van dit wetsontwerp zullen zijn aangenomen, dient er hun samenschakeling, met de in werking zijnde wettelijke teksten voorzien.

Dit is het doel van de eindbepaling van het wetsontwerp.

*De Minister van Nijverheid,
Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,*

JOSEPH WAUTERS.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 30 décembre 1924, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers mineurs.

Wetsontwerp houdende wijziging en aanvulling van de wet dd. 30 December 1924 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en voortijdigen dood der mijnwerkers.

ALBERT,
ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions de la loi du 30 décembre 1924, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers mineurs sont modifiées comme il suit :

A l'article 2, les mots :

« ... des suppléments et compléments des pensions et des majorations ainsi que ... » sont supprimés.

Un article 32^{bis} ainsi conçu est ajouté :

« L'ouvrier qui a été forcé d'abandonner le travail des mines pour cause

ALBERT,
KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is er mee belast in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen, dat luidt als volgt.

ARTIKEL EÉN.

De bepalingen van de wet d. d. 30 December 1924 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en voortijdigen dood der mijnwerkers, worden gewijzigd als volgt :

In artikel 2, de woorden :

« den pensioenbijslag, de pensioenaanvulling en »

Een artikel 32^{bis} wordt bijgevoegd en luidt als volgt :

De werknemer, die er toe verplicht was het mijnwerk te verlaten wegens

H.

de maladie entraînant une incapacité absolue et permanente de travail et qui justifie d'une durée de services de trente années au moins, peut obtenir, dès qu'il atteint l'âge de soixante ans, s'il a été occupé à la surface, et de cinquante-cinq ans, s'il a été occupé au fond, les avantages reconnus à l'ouvrier mineur pensionné pour vieillesse.

« Si cet ouvrier est bénéficiaire des avantages attribués aux invalides, il peut obtenir, en remplacement de ces avantages, ceux reconnus à l'ouvrier mineur pensionné pour vieillesse, s'il justifie des conditions d'âge et de durée de services prévues au paragraphe précédent. »

A l'article 33, un deuxième paragraphe ainsi conçu est ajouté :

« Cette majoration est également reconnue au profit de l'ouvrier réunissant les conditions prévues à l'article 32^{bis}. »

Un article 43^{bis} ainsi conçu est ajouté :

Le taux de la majoration calculée d'après l'index des prix de détail, tel qu'il est prévu aux articles 25, 31, 32 et 41, peut être modifié par le Conseil d'administration du Fonds National de Retraite des ouvriers mineurs suivant des modalités à fixer par un règlement approuvé par arrêté royal. Ce taux peut être différent selon que les bénéficiaires travaillent encore ou non.

« Cette majoration est immunisée pour la totalité en vue de l'attribution de la pension de vieillesse prévue par la loi du 20 août 1920, modifiée par la loi du 10 décembre 1924, ainsi que de la majoration de rente et de l'allocation gratuite prévues par la dernière de ces lois ».

ziekte, die een vol, lager en blijvende werkonbekwaamheid voor gevolg had en die het bewijs levert, minstens dertig jaar werkzaam te zijn geweest, kan, zoodra hij den leeftijd van zestig jaar bereikt heeft, indien hij bovengrondsch werk heeft verricht, en vijf en vijftig jaar, indien hij ondergrondsch werk heeft verricht, de voordeelen genieten voorzien voor den wegens ouderdom gepensioneerden mijnwerker.

« Indien die werknemer de voordeelen geniet verleend aan de invaliden kan hij, ter vervanging van die voordeelen, deze bekomen, der aan den gepensioneerden mijnwerker worden verleend wegens ouderdom, indien hij het bewijs levert omtrent de voorwaarden van den ouderdom en van den duur van de dienstverstrekking voorzien in voormelde paragraaf. »

In artikel 33, wordt een tweede paragraaf gevoegd, die luidt als volgt :

« Die toeslag wordt ook verleend aan de werknemer, die aan de vereischten voldoet voorzien in artikel 32^{bis}. »

Een artikel 43^{bis} wordt bijgevoegd en luidt als volgt :

« Het bedrag van den toeslag, berekent volgens het index-cijfer van de kleinhandelsprijzen, zooals voorzien in de artikelen 25, 31, 32 en 41, mag den Beheerraad van het Nationaal Pensioenfonds der mijnwerkers worden gewijzigd volgens modaliteiten door een bij Koninklijk besluit goedgekeurd reglement vast te stellen.

« Die toeslag wordt in het geheel niet in aanmerking genomen, wat betreft het verleen van het ouderdomspensioen, voorzien bij de wet d.d. 20 Augustus 1920, gewijzigd door de wet d.d. 10 December 1924, alsook de rentetoeslag en de kosteloze toelage door laatstbedoelde wet voorzien. »

ART. 2.

Le Gouvernement est autorisé à coordonner les dispositions de la présente loi avec celles des lois des 30 décembre 1924 et 10 août 1925, relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers mineurs.

Donné à Bruxelles, le 11 juillet 1926.

ART. 2.

De Regeering is er toe gemachtigd de bepalingen dezer wet samen te schakelen met die d. d. 30 December 1924 en 10 Augustus 1925 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en voortijdigen dood der mijnwerkers.

Gegeven te Brussel, den 11 Juli 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

VAN 'S KONINGSWEGE :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.
